



ALIMENTS POUR LES VILLES



Ni les Objectifs du Millénaire pour le développement, ni les buts du Sommet alimentaire mondial ne seront atteints si l'on n'accorde pas l'attention nécessaire aux villes et aux liens villes-campagnes.



Enjeux

En 2008, le nombre de citadins a dépassé celui des ruraux pour la première fois de l'histoire. D'ici 2030, 60 pour cent de la population mondiale vivra dans les villes. Ce processus d'urbanisation va de pair avec une pauvreté urbaine et une insécurité alimentaire croissantes. À l'heure actuelle, un tiers environ de la population de la planète vit dans des bidonvilles et des implantations sauvages. Or, si ces tendances se poursuivent, ce chiffre pourrait atteindre les 2 milliards de personnes d'ici 2030.

Au fur et à mesure que les villes s'étendent, il en est de même des besoins alimentaires des familles citadines. Si les populations rurales et urbaines sont toutes deux victimes de la crise alimentaire et financière, les citadins pauvres font partie des catégories qui supportent le plus lourd fardeau. Les consommateurs urbains dépendent presque exclusivement des achats de nourriture, et les fluctuations des prix et des revenus se traduisent directement par une baisse du pouvoir d'achat et des taux croissants d'insécurité alimentaire, nuisant ainsi à la quantité et la qualité de l'alimentation. L'évolution des modes de vie contribue ultérieurement à l'aggravation de la malnutrition en milieu urbain et des maladies chroniques d'origine alimentaire.



Impacts sur les citadins pauvres

La FAO estime qu'au cours des trois dernières années, au moins 100 millions de personnes sont venues s'ajouter au nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans le monde, essentiellement à cause de la hausse des prix alimentaires. Elles s'établissent désormais à plus d'un milliard d'individus, les urbains pauvres, les femmes et les enfants étant les plus vulnérables. En outre, compte tenu du déclin projeté de la croissance des exportations et des flux de capitaux, la crise économique et financière continuera vraisemblablement d'affecter les citadins pauvres dans un futur proche.

Les changements climatiques et la crise humanitaire viennent s'ajouter aux défis que doivent relever les villes et leurs habitants pauvres. La production agricole et les approvisionnements vivriers des villes sont de plus en plus touchés par les sécheresses et les inondations. Un nombre grandissant de réfugiés et de personnes déplacées cherchent refuge aux abords des villes plutôt que dans les camps, ce qui fait monter en flèche la demande d'aliments dans les agglomérations.

Nécessité d'investir dans les villes et les programmes alimentaires urbains

Le 4^e Forum urbain mondial a évoqué la nécessité de politiques et d'interventions visant à garantir la prise en compte du nombre croissant de pauvres en milieu urbain. La dimension alimentaire de la pauvreté dans les villes ne jouit pas encore de mesures de politique suffisantes dans de nombreux pays. Les liens villes-campagnes seront de plus en plus fondamentaux. Les politiques urbaines doivent également accrédi-ter le rôle de l'agriculture urbaine et périurbaine dans le développement urbain, assurer les approvisionnements alimentaires et renforcer les moyens d'existence des producteurs urbains pauvres. Cela comporte l'élimination des barrières et la mise en place de mesures favorisant l'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) ainsi qu'une meilleure gestion des ressources naturelles dans les zones urbaines et périurbaines. L'AUP a été officiellement reconnue par le Comité de l'agriculture à sa 15^e session à Rome (1999), et par la suite par le Sommet alimentaire mondial: *cinq ans après* (2002) et l'Équipe spéciale de haut niveau de l'ONU sur la crise alimentaire mondiale (2008), en tant que stratégie propre à atténuer l'insécurité alimentaire urbaine et à bâtir des villes plus résilientes face à la crise.

Il faut opérer un revirement stratégique dans le développement aussi bien urbain qu'agricole et dans la formulation des politiques pour garantir une sécurité alimentaire urbaine, mieux gérer l'environnement et renforcer les liens villes-campagnes.

La sécurité alimentaire urbaine requiert une offre fiable d'aliments nutritifs et sains tout au long de l'année. Les consommateurs urbains sont généralement tributaires d'aliments achetés, provenant pour l'essentiel des zones rurales ou des importations. De nombreux citadins pauvres pratiquent depuis longtemps l'agriculture urbaine et périurbaine comme moyen de subsistance et stratégie de survie, et leur nombre a augmenté avec la flambée des prix alimentaires et les perturbations des approvisionnements vivriers. Les ménages urbains pratiquant l'AUP bénéficient normalement d'une meilleure sécurité alimentaire et d'un régime alimentaire plus varié. La production vivrière urbaine et périurbaine





aide également à améliorer les disponibilités de nourriture saine à des prix abordables, principalement de fruits frais, de légumes, d'œufs et de produits laitiers, pour un nombre croissant de consommateurs urbains.

Afin de veiller à ce que l'AUP contribue à une meilleure sécurité alimentaire urbaine, il faut un soutien en termes d'accès à la terre, des conseils techniques et une formation sur les bonnes pratiques de production et l'éducation des agriculteurs et des consommateurs. Par ailleurs, il est important de réduire les risques sanitaires pouvant être liés à l'utilisation des eaux usées et des produits agrochimiques, à une mauvaise manipulation des aliments, à la pollution urbaine et à l'élevage d'animaux au contact des hommes, ainsi qu'à des conditions d'hygiène insalubres.

La production, la transformation et la commercialisation d'aliments contribuent également à créer des revenus et des emplois pour de nombreux ménages urbains pauvres. Les débouchés économiques offerts par le secteur alimentaire parallèle sont souvent équivalents ou supérieurs au revenu minimum officiel. Le secteur offre en outre une occasion d'intégration sociale et économique des femmes, des nouveaux arrivants, des

personnes vivant avec le VIH/Sida et des jeunes. Il permet de réduire leur vulnérabilité en diversifiant les moyens d'existence et en servant de filet de sécurité en période de récession. Pour améliorer la durabilité du secteur, il faut néanmoins un appui dans les domaines suivants: développement d'entreprises, accès au financement, aux marchés et aux principales ressources naturelles (comme l'eau et la terre); et renforcement des aptitudes techniques et organisationnelles des associations de producteurs.

Bâtir des villes plus résilientes est un enjeu principal que doit affronter le développement urbain futur. Leur adaptation au changement climatique est une préoccupation croissante alors qu'un grand nombre de populations pauvres sont exposées aux inondations et aux glissements de terrain. L'aménagement multifonctionnel des paysages, l'intégration de l'agriculture, des arbres et des forêts contribuent à accroître la résilience des villes, non seulement en diversifiant les sources d'alimentation urbaine et les opportunités de revenus, mais aussi en préservant les espaces verts, en augmentant la couverture végétale et l'infiltration de l'eau, et en contribuant à une gestion durable des eaux et des ressources

naturelles. La foresterie urbaine, y compris l'agroforesterie, contribue en particulier à améliorer la qualité de l'air, réduit le réchauffement urbain, l'érosion et améliore la biodiversité urbaine. À mesure que les ressources en eau s'amenuisent, l'AUP offre une occasion formidable d'utiliser efficacement les déchets organiques urbains et les eaux résiduaires ainsi que les eaux de pluie récoltées; et des directives officielles sont en train d'accréditer l'utilisation des eaux usées non épurées pour autant qu'elle soit accompagnée de stratégies adéquates de réduction des risques. Des techniques et pratiques appropriées doivent être encouragées, de même que des mesures de réduction des risques sanitaires pour garantir l'innocuité de la production et des environnements sains.

Les autorités citadines et nationales, ainsi que les organismes internationaux, ont un rôle primordial à jouer. La coopération entre les villes se développe, les autorités municipales agissant dans le cadre de partenariats multiéchelons pour faire intervenir les gouvernements (sous) nationaux, la société civile, les ONG et le secteur privé dans une action coordonnée visant à améliorer les infrastructures urbaines, les conditions de vie et la santé des populations. Cela devrait se traduire par des interventions intégrées dans la production vivrière urbaine et périurbaine, les systèmes de transformation et de commercialisation des aliments, le renforcement des liens entre les villes et les campagnes, la gestion des eaux et des déchets, l'administration foncière et la promotion d'une culture alimentaire saine au niveau municipal.



Ce que fait la FAO

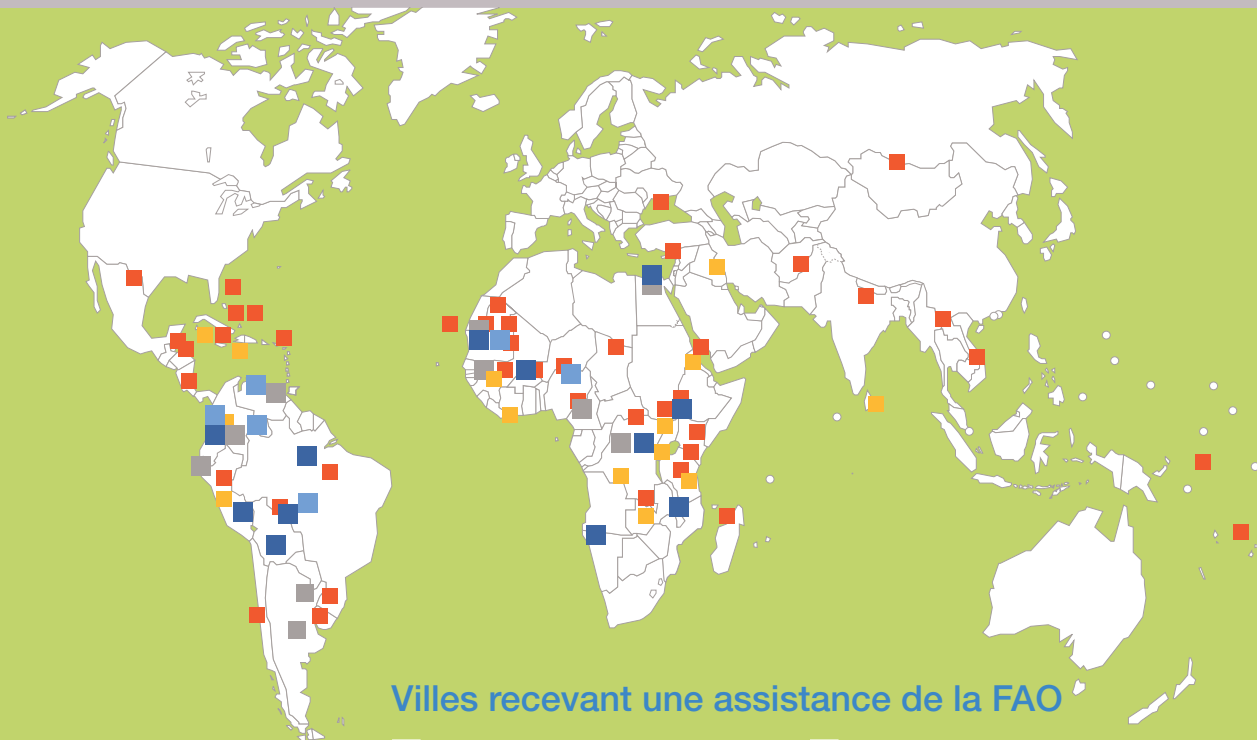
La FAO s'emploie déjà à fournir une assistance directe aux villes par le biais de toute une série de programmes et projets, notamment son Programme spécial pour la sécurité alimentaire, ses programmes de coopération décentralisée, ses opérations d'urgence, et TeleFood.

Cette assistance comporte la mise au point de **plans et programmes d'action stratégiques spécifiques** visant à :

- Soutenir la production agricole urbaine et périurbaine afin d'améliorer l'accès à une eau de qualité pour l'irrigation de l'agriculture urbaine et périurbaine.
- Améliorer les systèmes urbains d'offre et de distribution.
- Soutenir la petite production animale et laitière.
- Promouvoir la foresterie urbaine et périurbaine.
- Fournir une aide d'urgence aux personnes déplacées et autres communautés à risque.

La FAO diffuse l'information et partage ses expériences par le biais de:

- la publication de ressources (ex. directives, manuels, livres de références) destinées aux autorités locales et au personnel technique;
- l'organisation de consultations et d'ateliers d'experts sur l'approvisionnement vivrier des villes et la nutrition, ainsi que l'agriculture et la foresterie urbaine et périurbaine;
- le suivi et l'évaluation des indicateurs de performance, y compris HORTIVAR (www.fao.org/hortivar).



Villes recevant une assistance de la FAO

- | | |
|--|---|
| ■ Programme de Coopération technique | ■ Programme de coopération avec les gouvernements/ Programme de coopération décentralisée |
| ■ Programme des opérations d'urgence et de la réhabilitation | ■ TeleFood |
| ■ Fonds fiduciaires unilatéraux | |

Réponse et mesures à prendre

Les États membres de la FAO, les autorités municipales et les institutions compétentes doivent:

- Être sensibilisés à la nécessité d'accorder une attention particulière à la sécurité alimentaire urbaine, en particulier celle des ménages pauvres.
- Fournir des conseils techniques et des outils de renforcement des capacités afin d'améliorer l'efficacité et la durabilité de la production AUP et des systèmes post-production, et en particulier, de renforcer les moyens d'existence ainsi que la disponibilité, l'innocuité et l'accessibilité aux aliments.
- Offrir un encadrement politique au niveau municipal et national pour intégrer l'alimentation et l'agriculture dans le cadre de la planification et de l'aménagement du territoire urbain, en tenant compte de la nécessité de renforcer les liens villes-campagnes.
- Encourager la protection et l'amélioration de l'environnement urbain et périurbain.
- Améliorer la résilience et l'adaptation des villes aux catastrophes naturelles, y compris au changement climatique, pour réduire les impacts négatifs sur l'agriculture, l'eau et les infrastructures urbaines, et permettre ainsi de réaliser des économies budgétaires et en ressources humaines.



La FAO prône un renforcement de la collaboration, des réseaux et des activités conjointes

avec les organisations partenaires. Au niveau des Nations Unies, la FAO et UN-HABITAT renforcent leur coopération dans divers domaines, tels que les liens villes-campagnes et les questions de régime foncier. La FAO intervient en outre dans de multiples initiatives interorganismes visant à améliorer la qualité de l'eau et la gestion des eaux usées, la nutrition et les réponses humanitaires à la crise dans les zones urbaines.

La FAO collabore également avec la Fondation RUAF (Réseau international de centres de ressources sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire) et d'autres partenaires s'occupant d'alimentation et d'agriculture dans les villes, tels que le GCRAI (IWMI, CIP, Bioversity International), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et le CIRAD, la Banque mondiale, ainsi que les autorités locales et tout un éventail d'ONG et d'organisations de la société civile.

«La faim dans le monde atteindra un niveau historique en 2009 avec 1,02 milliard de personnes affamées.... Les pauvres des zones urbaines seront probablement confrontés aux problèmes les plus sérieux en cette période de récession mondiale, à cause de la baisse de la demande d'exportations et du recul des investissements étrangers directs qui auront une plus forte répercussion sur les emplois urbains.... ».

FAO, 136^e SESSION DU CONSEIL (2009)



Pour tout complément d'information et toute requête, veuillez consulter le site internet de l'Initiative multidisciplinaire de la FAO sur les aliments pour les villes à:
www.fao.org/fcit/fcit-home/fr/



Crédits photos: (de haut en bas, de droite à gauche) couverture ©FAO/Giuseppe Bizzarri, ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/Jon Spaul; page 2 ©FAO/J. Koelen; page 3 ©FAO/Hoang Dinh Nam, ©FAO/Alessandra Benedetti, page 4 ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/Rosetta Messori; page 5 ©FAO/Giulio Napolitano; page 6 ©FAO/Franco Mattioli, ©FAO/Peyton Johnson; couverture arrière ©Raghu Rai/Magnum Photos for FAO; ©FAO/©Giuseppe Bizzarri.